

L'Alliance israélite universelle et les projets juifs en Palestine

L'affaire de Damas, calomnie de meurtre rituel survenue en 1840, puis l'affaire Mortara (1858), qui consista en la conversion de force au catholicisme d'un enfant juif en Italie, conduisirent, en 1860, à la création de l'Alliance israélite universelle (désormais Alliance), initiative d'une poignée de jeunes gens, dont certains saint-simoniens, en marge du Consistoire, visant à défendre la condition des Juifs dans le monde entier. S'appuyant sur l'exemple, idéalisé, de l'émancipation du judaïsme français, les hommes de l'Alliance adoptent le discours de ses promoteurs et le reportent sur leurs coreligionnaires des pays musulmans. La « régénération » de ces derniers, préalable à leur émancipation, supposait un effort d'instruction et d'éducation. L'œuvre véritable de l'Alliance devait se développer sur ce terrain et ce dès 1862, année de l'ouverture de sa première école à Tétouan. Ainsi cette organisation se lance-t-elle avec un zèle missionnaire dans une immense action éducative et couvre-t-elle le bassin méditerranéen d'un important réseau scolaire pour filles et garçons, incluant œuvres d'apprentissage et écoles agricoles. En 1913, la Société avait créé, sur une zone allant du Maroc à l'Iran, 183 écoles, accueillant 43 700 élèves. L'Empire ottoman constituait son aire privilégiée d'implantation, d'autant que l'État, affaibli, lui laissait les coudées franches.

Les racines intellectuelles de l'Alliance doivent être recherchées dans l'atmosphère créée par le mouvement des Lumières juif (*Haskalah*) en Europe. Celui-ci, de par son essence, appelait à une révision de la culture juive traditionnelle à l'aune de la civilisation « universelle » moderne, ainsi qu'à l'intégration culturelle et sociale des Juifs dans les pays où ils vivaient. La critique sévère de la culture et de la société juive traditionnelles, et tout particulièrement de la culture

rabbinique, la tentative de rejeter tout ce qui était perçu comme relevant de la superstition et de mettre plus clairement au jour la pure essence de la religion juive, *a priori* en harmonie avec la raison, l'appel à la « productivisation », à la transformation d'une structure sociale juive « malsaine » par l'enseignement des métiers manuels de l'artisanat et de l'agriculture, le culte de l'éducation séculière moderne – tous ces thèmes étaient familiers du mouvement des Lumières juif européen et avaient été largement débattus au cours du siècle qui avait précédé la fondation de l'Alliance. L'idéologie de la Société, véhiculée par son système éducatif, organisa tous ces principes autour de l'acte d'émancipation, de l'accès des Juifs à la citoyenneté et à l'égalité. De ce point de vue, son discours était l'expression française d'une certaine *Haskalah* européenne, ayant trouvé sa réalisation la plus pure et la plus achevée dans le judaïsme républicain de la III^e République.

Dans sa perspective d'élément moteur du judaïsme, la fondation d'un foyer juif en Palestine n'avait pas de place. Au contraire, un tel projet allait à l'encontre même de son idéologie, prônant l'intégration des Juifs là où ils se trouvaient, et il pouvait se révéler antipatriotique. Ceci n'empêcha pourtant pas l'Alliance de fonder en Palestine, en 1870, *Mikve Yisrael* (Espoir d'Israël), l'école agricole qui devait servir de phare aux futurs colons. Cette institution dépassa les intentions de l'Alliance qui, dans la ligne directe des promoteurs de l'émancipation juive en Europe au siècle des Lumières, comptait seulement contribuer à la « régénération » des Juifs de Palestine par l'agriculture. Cette réalisation s'insérait, à l'instar de l'œuvre de colonisation du baron Edmond de Rothschild dans la même région, dans un vaste projet de philanthropie et se distinguait sur tous les points de l'idéologie sioniste en marche. La preuve en est que, malgré son apparente neutralité à l'endroit de ce mouvement, l'Alliance essaie d'intervenir, dès 1897, dans l'Empire ottoman pour faire échouer les négociations en cours sur le foyer national, et ce sur le lieu même de leur déroulement¹.

Les stratégies antisionistes de l'Alliance allaient s'élaborer à Istanbul même, capitale de l'Empire et centre névralgique, du simple fait qu'elle abritait le siège du grand rabbinat. Jusqu'à la révolution jeune-turque (1908), l'Alliance et ses comités locaux jouèrent un rôle

1. Rodrigue, Aron, *French Jews, Turkish Jews. The Alliance Israélite Universelle and the Politics of Jewish Schooling in Turkey, 1860-1925*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 1990, p. 344.

de force progressiste face au *locum tenens* (*kaymakam*) de l'époque, Moshé Halévi, élu en 1872 et identifié au pouvoir absolutiste du sultan rouge Abdülhamid. Ces comités, dont le but était de fonder des écoles modernes censées « régénérer » le judaïsme ottoman plongé, selon l'Alliance, dans les ténèbres, regroupaient l'élite de la société juive locale. Les Francos, des Juifs italiens venus dans l'Empire avec les Capitulations et parmi lesquels se recrutaient les grandes familles, tels les Camondo, les Allatini, les Fernandez et quelques autres, comptaient aussi dans leurs rangs des progressistes soucieux de changer la société juive. Cette élite bénéficiait de l'appui des *maskilim*, les adeptes locaux des Lumières juives, comme l'éthiopisant Joseph Halévy, futur enseignant à l'École pratique des hautes études (EPHE), Yuda Néhama, Barukh Mitrani, Abraham Danon, etc.

La révolution de 1908 fait accéder au pouvoir les Jeunes-Turcs en exil en France, à savoir des progressistes qui comptent réformer le pays. Les communautés juives locales accueillent dans la liesse cette révolution pacifique². L'élite financière et l'*intelligentsia*, la main dans la main, entreprennent à leur tour de révolutionner leur propre communauté, en essayant de détrôner Moshé Halévi et ses affidés, qu'on appelle en judéo-espagnol la *banda preta*, trempée dans les affaires du palais sous le règne d'Abdülhamid.

Avec les Jeunes-Turcs, l'Alliance passe de la périphérie au centre en tant que force progressiste et essaye d'amener au sommet de la communauté son homme, Haim Nahum, originaire de Magnésie, un des rares Juifs à l'époque à avoir fait ses études dans un lycée turc, rompu au savoir traditionnel, formé ensuite à Paris au séminaire rabbinique, qui s'était donné pour mission de restructurer le judaïsme français en préparant des rabbins modernes et progressistes. Haim Nahum a de surcroît suivi les enseignements de l'École des langues orientales et de l'EPHE, et lors de son passage à Paris, il a fréquenté les Jeunes-Turcs en exil. Il est l'homme qui convient parfaitement à l'Alliance qui, par son intermédiaire, compte prendre le pouvoir dans la communauté. Il convient également aux Jeunes-Turcs qui souhaitent faire diriger la minorité juive par un homme proche de leurs idéaux et capable de mettre en œuvre leurs réformes. Ainsi, en 1908, est-il élu *locum tenens* et succède-t-il à Moshé Halévi.

2. Sur cette période cf. Benbassa, Esther, *Une Diaspora sépharade en transition. Istanbul XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Cerf, 1993.

La révolution jeune-turque donne aussi des espoirs aux sionistes qui avaient échoué dans leurs négociations avec Abdülhamid. Ils pensent qu'ils pourraient peut-être mieux avancer dans leurs pourparlers sur la question de Palestine avec les nouveaux dirigeants. Au lendemain de la révolution, ils s'installent à Istanbul sous la couverture d'une compagnie bancaire : l'Anglo-Levantine Banking Company³. Celle-ci fut la première et la seule antenne sioniste en terre d'islam. Des leaders sionistes de grande envergure se succédèrent à sa tête, Victor Jacobson, tenant du sionisme pratique russe, Arthur Ruppin, le futur technocrate des collectivités agricoles en Palestine, Vladimir Jabotinsky, quant à lui futur leader révisionniste.

En s'implantant dans la capitale ottomane, les sionistes comptent créer un rapport de forces favorable à l'avancement de la question de Palestine. Ils commencent pour cela par mettre en œuvre différentes stratégies, dont celle de se gagner les élites de la communauté, liées à l'Alliance, et qui s'opposent au sionisme parce qu'elles y voient un danger pour leurs coreligionnaires. L'adhésion à un tel mouvement risquait en effet d'être interprétée par les Ottomans comme une double allégeance, voire comme un acte de trahison, puisque la Palestine dépendait de l'Empire et que la fondation d'un foyer national sur son sol signifierait son détachement. Les sionistes déploient de nombreux efforts pour renverser la tendance, et achètent des journaux juifs proches de l'Alliance, en langue judéo-espagnole⁴. Très vite, ils comprennent qu'il sera difficile de vaincre l'hostilité de l'Alliance et de ses amis sur place. Ils fondent aussi un journal en hébreu (*Hamevasser*), qui, lui, s'adresse davantage aux milieux traditionnels et en particulier aux rabbins qui maîtrisent encore cette langue. Ils prêchent dans les synagogues en direction des masses perméables à la tonalité messianique de leurs appels, mettent sur pied une vie associative très active qui, par le biais du choix de loisirs proposés, rassemble les membres des couches défavorisées de la société juive, à la recherche

3. Farhi, David, « Documents on the Attitude of the Ottoman Government Towards the Jewish Settlement in Palestine After the Revolution of the Young Turks, 1908-1909 », in Ma'oz, Moshe (éd.), *Studies in Palestine During the Ottoman Period*, Jérusalem, Magnes Press, Ben-Zvi, 1975, p. 178.

4. À ce sujet, cf. Benbassa, Esther, « Presse d'Istanbul et de Salonique au service du sionisme (1908-1914). Les motifs d'une allégeance », *Revue historique*, 276-2 (560), octobre-décembre 1986, pp. 337-365.

d'un sens à donner à leur existence dans un contexte de grande pauvreté⁵. À défaut de convaincre les élites dirigeantes de la justesse de leur cause, les sionistes pensent qu'en faisant leur chemin auprès des masses et des petites classes moyennes, en marge d'un pouvoir communautaire depuis toujours entre les mains d'une oligarchie recrutée parmi les notables, ils ont des chances de peser sur la vie politique juive locale et de faire ainsi basculer, à moyen terme, les négociations sur la Palestine en leur faveur. Leur tâche se révèle cependant ardue en raison de l'opposition militante des « aliancistes » (amis de l'Alliance) qui agissent contre eux en haut lieu.

Les sionistes ne négligent pas non plus l'activisme dans les milieux non juifs. En premier lieu, ils achètent les hommes-clés des journaux nationalistes turcs, dont le *Jeune Turc* ; ils les subventionnent afin d'influer sur leur attitude concernant la Palestine et ils y arrivent pendant une certaine période. Ce sont les instances communautaires qui sont le plus difficile à conquérir en raison de la forte résistance que manifestent les forces progressistes qui passent de la périphérie au centre avec l'élection de Haim Nahum au poste de *locum tenens* en 1908 et puis de grand rabbin en 1909. Pendant la période qui s'écoule entre les deux scrutins, différentes coalitions se forment pour empêcher une élection définitive de Nahum, laquelle signifierait la victoire de l'Alliance sur le camp « germanique », formé du *Hilfsverein der deutschen Juden*, organisation rivale de la Société française, des sionistes et des orthodoxes de Jérusalem et d'Allemagne. Les groupes d'opposants se cherchent des appuis en Europe même⁶. Les tenants de l'ancien régime, qui ont géré la communauté jusqu'à l'éviction de Moshé Halévi, les rabbins et tout ce courant soutenu par les milieux orthodoxes européens hostiles de longue date à l'Alliance, à son idéologie et à ses réalisations, se rallient au camp allemand⁷.

Les conflits s'exaspèrent dans les provinces et en particulier à Jérusalem. En 1908, cette ville devient une poche d'opposition importante qui annonce la férocité des relations entre les « aliancistes » et

5. Sur les associations, cf. Benbassa, Esther, « Les stratégies associatives dans la société juive ottomane (XIX^e-XX^e siècles) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 38 (2), avril-juin 1991, pp. 295-312.

6. Archives de l'Alliance israélite universelle (désormais AAIU), Turquie XXX. E., H. Nahum à Paris, 15 janvier 1909.

7. AAIU, *loc. cit.*

les sionistes. L'affaire de Jérusalem avait commencé dès 1906 autour de l'élection d'un grand rabbin pour la communauté de la ville⁸. Le candidat progressiste et homme de l'Alliance, Jacob Méir, avait été élu, mais son élection avait été invalidée. À sa place, c'est le représentant du camp orthodoxe, Eliyahu Panigel, qui avait été désigné *locum tenens* en 1907. L'irrégularité de cette nomination, sur laquelle on dispose de témoignages divers, et le rôle que Moshé Halévi, *locum tenens* du judaïsme ottoman, et son entourage avaient joué dans cette décision avait eu de quoi alimenter l'opposition des progressistes au *locum tenens* de Jérusalem, lequel n'avait pas procédé à l'élection d'un grand rabbin en titre depuis qu'il occupait ce poste.

Les réformateurs, quant à eux, exigeaient la destitution d'Eliyahu Panigel. Albert Antébi, élément très actif de l'Alliance sur place, œuvrait activement dans ce sens, et cela bien que l'Alliance l'eût fermement engagé à la neutralité⁹. Très vite, on confondit l'Alliance et les réformateurs, l'Alliance et Albert Antébi, pour monter en épingle le rôle joué par la Société française dans cette affaire, confusion dont Haim Nahum devint par la suite victime. Albert Antébi, bravant tous les rappels à l'ordre, faisait pression sur Isaac Fernandez, président du comité régional de l'Alliance à Istanbul, pour qu'à son tour il intervînt auprès de Haim Nahum¹⁰. Une fois réglée la question de Jérusalem, il comptait s'attaquer à la réorganisation de la communauté de Jaffa. Les adversaires de l'Alliance lui reprochaient de s'infiltrer dans les œuvres philanthropiques juives, d'investir, avec Haim Nahum, les grands rabbins de l'Empire, de tenter de s'attirer les faveurs exclusives des Jeunes-Turcs et de refuser toute association avec le *Hilfsverein* et les sionistes ; en un mot, l'Alliance était accusée de vouloir s'assurer un monopole¹¹. Albert Antébi était considéré comme le principal artisan de la puissance de la Société. De fait, il tentait de convaincre Haim Nahum d'envoyer d'Istanbul un *locum tenens* à Jérusalem, ce qui aurait pour effet de restaurer le prestige de l'Alliance en Terre sainte.

8. Sharaby, Rachel, « Ha-ma'avakim 'al ha-rabanut ha-sfaradit v'e-nos'ei ha-misra 1906-1914 » (« Le grand rabbinat de Jérusalem, conflits et personnalités, 1906-1914 »), *Cathedra*, 37, septembre 1985, pp. 95-121.

9. AAIU, Turquie XXX. E, H. Nahum à Paris, 7 décembre 1908.

10. AAIU, Israël I. G. 2, A. Antébi à I. Fernandez, 2 septembre 1908.

11. *Ibid.*, A. Antébi à Paris, 18 octobre 1908.

Haim Nahum, pour sa part, évitait de prendre des décisions hâtives, qui pourraient compromettre son élection au grand rabbinat de l'Empire. Il ne voulait pas non plus ouvrir la voie à une intervention du gouvernement dans les affaires internes de la communauté juive ottomane. La Sublime Porte, pressée par le gouverneur intérimaire de Jérusalem, lui-même soumis aux pressions d'Albert Antébi et des réformateurs, insistait pour que fût décidée la destitution d'Eliyahu Panigel. En cette période d'après-révolution, les gouverneurs locaux étaient désireux d'éviter les incidents susceptibles de causer des désordres. Cependant, pour H. Nahum, céder aux exigences de la Porte aurait signifié donner « la liberté au ministre des Cultes de demander et d'obtenir la destitution d'un rabbin quelconque même dans le cas où ceci aurait été exigé par le gouverneur local sans une enquête dirigée par le grand rabbin de Constantinople¹² ».

La communauté de Jérusalem s'opposait à un tel parachutage ; la stratégie annoncée par Nahum reposait sur un effort de centralisation qui, à terme, porterait atteinte à l'autonomie des communautés de province. Ce n'est qu'en novembre 1908 que, sur décision du conseil laïque de la communauté et l'intervention du ministère de la Justice et des Cultes, avec l'accord de Haim Nahum, Eliyahu Panigel fut destitué¹³. L'agitation allait néanmoins s'aggraver à tel point que le ministère adressa au grand rabbinat une note officielle demandant l'envoi sans délai à Jérusalem d'un délégué chargé de régler sur place la question rabbinique. Ce fut finalement le grand rabbin d'Alep, Hizkia Shabtay, qui fut désigné par Nahum comme *locum tenens* et chargé d'organiser l'élection d'un grand rabbin¹⁴.

La prudence dont H. Nahum avait fait preuve dans cette affaire avait été approuvée par l'Alliance. Telle lui semblait être la conduite à suivre, du moins dans le cas de Jérusalem. La question reste posée des raisons de la tiédeur de l'Alliance dans son soutien aux progressistes de Jérusalem. D'une manière générale, les aspirations des

12. AAIU, Turquie II C. 8, H. Nahum à Paris, 15 septembre 1908.

13. *El Tiempo*, 11 novembre 1908 ; *Univers israélite*, 10, 20 novembre 1908, p. 316.

14. *Ibid.*, 2 décembre 1908 ; Lazare, Lucien, « L'Alliance israélite universelle en Palestine à l'époque de la révolution des Jeunes-Turcs et sa mission en Orient du 29 octobre 1908 au 19 janvier 1909 », *Revue des études juives*, 138, juillet-décembre 1979, pp. 307-335.

milieux progressistes locaux prenaient une tournure nettement plus radicale que celles, plus prudentes, du comité central à Paris. L'attitude « attentiste » de l'Alliance n'était pas infondée. L'entrevue de Haim Nahum et de l'ambassadeur d'Allemagne à Istanbul, Marschall von Bieberstein, demandée par Berlin, et qui avait, pour l'essentiel, tourné autour de l'affaire Panigel¹⁵, avait manifesté la complexité d'une situation où diverses forces du judaïsme ottoman et étranger étaient parties prenantes.

Pour Haim Nahum, sionistes et orthodoxes agissaient de concert ; le troisième protagoniste était le *Hilfsverein*, lequel projetait d'aider au développement du sionisme dans l'Empire¹⁶. L'Alliance souscrivait également au jugement de son protégé¹⁷. La coalition Allemagne-*Hilfsverein*-sionistes qui longtemps obséda l'Alliance, ses représentants et le ministère français des Affaires étrangères n'était pas un mythe mais une réalité politique aux contours assez flous. L'emploi de la langue allemande par le mouvement sioniste, la localisation de son siège en Allemagne et le recrutement majoritairement germanique de ses leaders évoquaient facilement ce « germano-sionisme » auquel faisaient allusion aussi bien Albert Antébi, directeur de l'École professionnelle de l'Alliance à Jérusalem, que l'Alliance elle-même et le Quai d'Orsay. Le spectre du germano-sionisme se doublait tant dans l'esprit d'Albert Antébi que dans celui des milieux dirigeants de l'Alliance, de la hantise d'une coalition *Hilfsverein*-sionistes. De ce point de vue encore, la réalité politique présente une image contrastée. Il convient en effet de ne pas oublier le grave conflit qui opposa le *Hilfsverein* et les sionistes, à partir de 1913, quant au choix de la langue d'enseignement dans le futur Technion, à Haïfa, qui n'ouvrit finalement ses portes qu'en 1924. La véritable collaboration entre le *Hilfsverein* et le mouvement nationaliste ne date, en Terre sainte, que de 1918 ; et elle n'intervient alors qu'après maints conflits. En revanche, dans la capitale ottomane, et même à Salonique, une collaboration suivie, d'ordre tactique, s'instaura d'emblée.

15. *El Tiempo*, 19 novembre 1908 ; AAIU, Turquie XXX. E, H. Nahum à Paris, 7 décembre 1908.

16. AAIU, *loc. cit.*

17. AAIU, *ibid.*, Registre de correspondance, S219, J. Bigart à H. Nahum, 11 décembre 1908.

Lors de l'affaire Panigel, le *Hilfsverein* soutint le camp conservateur et orthodoxe, hostile à la destitution. Les sionistes, pour leur part, firent de même ; un tel soutien s'intégrait à une stratégie de lutte contre les réformateurs, considérés comme des inconditionnels de l'Alliance. En fait, le *Hilfsverein* et les sionistes ne se retrouvaient dans le même camp que pour lutter contre l'influence de l'Alliance. En effet, le *Hilfsverein* constituait une menace tant pour les sionistes que pour l'Alliance. En diffusant la langue allemande dans les communautés juives ottomanes, cette société philanthropique prêtait indirectement main-forte aux efforts allemands de pénétration culturelle et économique dans l'Empire, accrus depuis la fin du XIX^e siècle. De la même façon, les détracteurs de l'Alliance, particulièrement les sionistes, purent longtemps l'accuser de servir d'une manière semblable les intérêts français en Orient. En réalité, l'Alliance veilla longtemps à garder son indépendance à l'égard de la France. Il reste que ses établissements n'en devinrent pas moins un instrument de propagation de la langue et de la culture françaises auprès des populations juives ottomanes. Les attaques dont l'Alliance fut de plus en plus la cible l'amènèrent à renforcer ses contacts avec les autorités françaises, qui voyaient en elle un allié important dans leur politique d'expansion linguistique¹⁸. En définitive, ce furent principalement les attaques sionistes qui rapprochèrent l'Alliance du Quai d'Orsay.

Ainsi la rivalité non déclarée de deux sociétés philanthropiques comme l'Alliance et le *Hilfsverein* se trouvait-elle aggravée par les conflits d'intérêts des deux puissances dont elles dépendaient plus ou moins directement. La complexité des alliances en Palestine lors de l'affaire Panigel apparaît dès lors beaucoup plus clairement. L'orthodoxie juive en Terre sainte, soutenue par celle de l'Occident, ne devait *a priori* attirer la sympathie d'aucune de ces deux sociétés. Attachée à une éducation de type traditionnel, elle n'avait guère de raisons de soutenir les institutions dont la langue d'enseignement était pour l'une le français, et pour l'autre l'allemand. Le *Hilfsverein* avait néanmoins su s'assurer la collaboration du rabbin Eliyahu Panigel, de tendance conservatrice ; par là s'explique le soutien que cette société lui apporta et qui l'amena à se ranger en l'occurrence aux côtés des conservateurs. Enfin, l'absence de dialogue qui caractérisait, du moins à cette période,

18. Rodrigue, A., *op. cit.*, pp. 349-368.

les relations entre les sionistes et l'Alliance (échaudée par la fermeture de ses écoles en Bulgarie par les premiers à partir des premières années du xx^e siècle), explique que celle-ci fût devenue la cible privilégiée des attaques des nationalistes.

Ces coalitions se réorganisèrent pour barrer la route à Haim Nahum. Le judaïsme allemand ne craignait pas moins sa nomination au poste de grand rabbin de l'Empire ottoman¹⁹. Son élection comme *locum tenens* constituait déjà un premier succès pour les francophiles. L'intervention du *Hilfsverein* auprès des autorités compétentes du ministère allemand des Affaires étrangères n'était pas restée sans effets : il fut notifié à l'ambassade allemande à Istanbul que la désignation de Haim Nahum au poste de grand rabbin en titre n'était pas souhaitable, compte tenu de la francophilie du candidat et du soutien qu'il apportait ouvertement aux Jeunes-Turcs. L'ambassade s'abstint effectivement de favoriser cette candidature qui aurait signifié la victoire non seulement de l'Alliance mais aussi de la francophonie²⁰.

Si les progressistes qui se réclamaient de l'Alliance débordaient parfois les visées du comité central de Paris, les conservateurs, les sionistes et le *Hilfsverein*, quant à eux, faisaient campagne contre l'Alliance, sous quelque forme que se manifestât son influence, et contre un *locum tenens* qui lui était tout dévoué. Haim Nahum lui-même s'exprimait sur ce point dans les termes les plus clairs : « [...] dans tous les cas, ce sera la vraie victoire pour l'Alliance si je suis élu, parce qu'on a mené une campagne bien forte contre notre société²¹. »

Ces coalitions perdurèrent dans la capitale ottomane longtemps après l'élection de H. Nahum. Le *Hilfsverein*, les sionistes, les orthodoxes et, après 1911, le B'nai Brith allaient lutter contre le grand rabbin pour l'empêcher de mener à bien sa mission, ce qui allait se solder par sa démission en 1920. À cette coalition se joignirent les Ashkénazes de la capitale qui se jugeaient marginalisés dans les corps constitués, investis par les Sépharades majoritaires dans l'Empire. L'entrée en scène des sionistes locaux n'arrangea pas non plus les

19. Friedman, Isaiah, « Hevrat 'Ezra, misrad ha-huts ha-germani ve-ha-pulmus im ha-zionim, 1908-1911 » (« Le *Hilfsverein*, le ministère allemand des Affaires étrangères et la polémique avec les sionistes, 1908-1911 »), *Cathedra*, 20, juillet 1981, pp. 96-122.

20. *Jewish World*, 18 septembre 1908.

21. AAIU, Turquie XXX. E., H. Nahum à Paris, 15 janvier 1909.

choses. Les « alliancistes » et le camp adverse se livrèrent pendant plus d'une décennie une guerre sans merci qui finit par déstabiliser les communautés elles-mêmes et leurs structures représentatives.

Si Haim Nahum se situait dans l'idéologie de l'Alliance, il ne manqua pas pour autant de servir d'intermédiaire entre les sionistes et les Jeunes-Turcs et ce en vue de les neutraliser. Ses interventions en haut lieu, en leur faveur, concernent essentiellement les restrictions imposées par les autorités ottomanes dès 1882 à l'immigration juive et en 1892 à l'achat de terres en Palestine. Les vagues d'immigration des dernières décennies du xix^e siècle, consécutives aux pogroms, notamment en Russie, n'avaient fait que renforcer la détermination des autorités, dont l'opposition à l'implantation juive en Palestine n'était pas nouvelle. Nahum n'est pas le premier chef spirituel à servir d'intermédiaire entre le gouvernement ottoman et les sionistes. Son prédécesseur avait déjà joué ce rôle, lors du séjour de Theodor Herzl à Istanbul en 1902²². Il est cependant intéressant de noter que Nahum intervient alors même qu'il est attaqué par les sionistes.

Le nouveau régime ne se montre pas plus favorable aux sionistes que le précédent et les déclarations pro-sionistes de quelques leaders jeunes-turcs au début de la révolution restent sans lendemain²³. Leur hostilité au sionisme ne s'atténua vraiment qu'entre l'automne 1913 et l'été 1914, lorsqu'ils cherchent un soutien financier qu'ils croient dépendre des Juifs d'Europe. Le représentant officiel de l'Organisation sioniste mondiale, Victor Jacobson, est alors mis à contribution mais, l'affaire n'aboutissant pas, le climat se dégrade de nouveau.

De son côté, la direction sioniste infléchit sa politique séparatiste au congrès de Hambourg, en 1909, puis à celui de Bâle, en 1911, et se rallie provisoirement au principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. La question de l'immigration et de la création, en Palestine, d'un foyer national juif faisant partie intégrante de l'Empire n'est pas pour autant perdue de vue²⁴. Les sionistes focalisent leurs efforts sur la levée des restrictions, condition *sine qua non* de la réalisation de leur projet. Devant leur échec, ils font appel à Nahum pour négocier, sachant qu'il jouit auprès des autorités ottomanes d'une image d'interlocuteur

22. Cf. à ce sujet, l'ouvrage quelque peu anecdotique d'Abraham Galanté, *Abdul Hamid II et le sionisme*, Istanbul, Fratelli Haim, 1933.

23. *Ha-Olam*, 3 mars 1909 ; *Ha-Zevi*, 8 mars 1909.

24. *Hamevasser*, 8 février 1910 ; 1^{er} mars 1910.

neutre, au-dessus des querelles politiques et nationales. Par ailleurs, les Jeunes-Turcs n'ignorent pas ses opinions sur le sionisme, ce qui le rend plus crédible encore.

De prime abord, il peut paraître surprenant que Nahum ait accepté de jouer ce rôle, entreprenant toute une série de démarches pour l'abolition des restrictions. C'est qu'il se veut le grand rabbin de l'ensemble du judaïsme ottoman, et souhaite éviter que la question de Palestine ne devienne le domaine réservé des sionistes. Il veut aussi s'attirer la sympathie des sionistes afin de régler ou d'atténuer les conflits qui les opposent à ses partisans, tactique susceptible de le mettre quelque peu à l'abri des attaques.

La nuit du 12 au 13 avril 1909, les opposants du comité union et progrès mobilisent des hommes de troupe et des religieux pour lui porter un coup fatal. Lors de la mutinerie des soldats du premier corps d'armée stationné à Istanbul, il y a quelques scènes de violence. Cette tentative de coup d'État, connue sous le nom d'« incident du 31 mars », provoque une grave crise politique. Le sultan est déposé, et exilé à Salonique. En quelques mois, les unionistes (tenants du comité union et progrès), amis de Nahum, consolident leur pouvoir. Le grand rabbin entre alors en contact avec des membres influents du gouvernement pour obtenir l'abolition du Passeport rouge, restriction de séjour des Juifs étrangers en Palestine²⁵. Les leaders sionistes font pression sur lui pour qu'il persévère²⁶. Ce ne sera qu'en septembre 1913 que le Passeport rouge sera finalement annulé²⁷ – Nahum ayant profité de l'état de grâce provisoire dont bénéficient alors les sionistes auprès des Jeunes-Turcs, pour obtenir cette abolition, qui demeurera, en fait théorique.

À la veille de la Première Guerre mondiale, il intercède auprès des autorités pour que les procédures d'adoption de la nationalité ottomane par les immigrants juifs en Palestine soient facilitées²⁸. Des naturalisations massives empêcheraient en effet l'expulsion des Juifs ressortissants des États ennemis et le démantèlement des implanta-

25. *The Jewish World*, 4 juin 1909 ; *El Tiempo*, 7 septembre 1909 ; 9 septembre 1909.

26. Central Zionist Archives (désormais CZA), Z3/45, V. Jacobson à R. Lichtheim, 16 janvier 1913.

27. *Ibid.*, Z3/66, H. Nahum à V. Jacobson, 26 septembre 1913 (télégramme).

28. *Ibid.*, Z3/66, H. Nahum à V. Jacobson, 12 février 1914.

tions. Malgré ses interventions de plus en plus pressantes, le projet n'aboutit pas.

Les intercessions de Nahum en faveur des sionistes n'empêchent pas l'aggravation de la guerre entre « alliancistes » et sionistes, surtout en raison du caractère incontrôlable des sionistes locaux, à tel point que le secrétaire général de l'Alliance à Paris s'adresse à Nahum pour endiguer le mouvement : « Il faut, cela est de toute urgence, lutter contre le flot montant du sionisme. Mais par quels moyens ? Il me semble que le plus pratique, celui qui serait de nature à ébranler le sionisme et toucher les israélites turcs, serait une déclaration gouvernementale, partie de la tribune du parlement ottoman. » Il propose un plan selon lequel le ministre de l'Intérieur ou le président du Conseil « dénoncerait comme un très grave danger pour les israélites de créer un mouvement nationaliste séparatiste qui pourrait leur aliéner les sympathies de leurs concitoyens, déclarerait que le gouvernement ne saurait tolérer une agitation de ce genre provoquée par des éléments venus du dehors et qui n'ont pas le droit d'entamer par une propagande néfaste l'unité nationale²⁹... » Il demande en outre au grand rabbin de s'entendre avec le gouvernement sur cette interpellation et propose de fournir les fonds nécessaires pour alimenter la propagande antisioniste dans la presse. Il revient à la charge un an plus tard³⁰.

En pleine crise sioniste, Nahum entreprend une tournée pastorale dans les provinces, notamment à Jérusalem où il devait faire preuve du plus grand tact pour s'imposer comme le grand rabbin de tous les Juifs ottomans, colons, sionistes, et « alliancistes », sépharades et ashkénazes, aussi bien conservateurs que progressistes. Les Juifs en Terre sainte attendaient beaucoup de sa visite. Selon Eliézer Ben Yehuda, Nahum et sa délégation devaient observer de près les changements que le pays connaissait : le développement de l'hébreu comme langue vivante, l'identité à la fois hébraïque et ottomane des Juifs de Palestine, qui aspiraient à une vie hébraïque tout en restant indéfectiblement fidèles à l'Empire et en voulant travailler à sa grandeur à côté des autres « nations³¹ ». La presse sioniste et proche des sionistes avançait des chiffres considérables (de 25 000 à 30 000 person-

29. AAIU, Registre de correspondance, S221, J. Bigart à H. Nahum, 26 novembre 1909.

30. *Ibid.*, XXX. E., brouillon de lettre, J. Bigart à H. Nahum, 22 novembre 1910.

31. *Ha-Or*, 12 juin 1910.

nes) pour la population venue à sa rencontre à Jaffa et à Jérusalem, ainsi que dans les autres villes de Palestine³². Elle qualifia même le rassemblement autour de Haim Nahum à Jérusalem de « journée des Juifs », administrant la preuve de l'importance de la composante juive de la ville par rapport au reste de la population.

Des requêtes pour la levée des restrictions à l'immigration et à l'achat des terres en Palestine, et pour l'octroi de facilités à l'obtention de la nationalité ottomane, ainsi que des demandes touchant à des questions d'actualité locale, fusaient de toutes parts. Restait surtout à régler la question du grand rabbinat de Jérusalem. Nahum espérait mettre à sa tête une personnalité plutôt proche de l'Alliance. C'est ainsi qu'il propose une fois de plus Jacob Méir. Finalement, il sera obligé de nommer, en novembre 1911, Moshé Franco, grand rabbin démissionnaire de Rhodes³³. Nahum essaiera de faire nommer J. Méir en 1914, sans succès, et ce n'est qu'en 1921 que ce dernier remplira cette fonction sous le mandat anglais.

La tournée pastorale de Nahum à travers les provinces avait pour but de créer un climat favorable aux progressistes et surtout de faire nommer à la tête des communautés de province des grands rabbins progressistes, ce qui pouvait enrayer le flot montant du sionisme. Les débats contre le sionisme qui eurent lieu à la Chambre ottomane, sans qu'on sache s'ils furent provoqués par Nahum lui-même sur la recommandation du secrétaire général de l'Alliance, ne calmèrent pas les esprits. La guerre entre « alliancistes » et sionistes continuait de plus belle. L'activisme sioniste et les réactions qu'il suscitait débordaient hors de la communauté juive ottomane. La crise communautaire avait désormais une portée politique et ses échos filtraient de plus en plus à l'extérieur. L'ampleur des événements préoccupait également la direction de l'organisation sioniste mondiale.

David Wolffsohn, dans une lettre adressée en février 1911 à Narcisse Leven, président de l'Alliance, attribuait à cette dernière la responsabilité des polémiques provoquées en Turquie par le sionisme et lui demandait d'intervenir auprès de ses *Vertrauensmänner* (hommes de confiance) pour les appeler à plus de modération, comme il l'avait fait lui-même auprès de ses troupes pour éviter toute action

32. *Ibid.*, 15 juin 1910 ; *Hamevasser*, 21 juin 1910 ; *Ha-Poel Ha-Zair*, 22 juin 1910 ; *L'Aurore*, 17 juin 1910 ; *El Tiempo*, 4 juillet 1910.

33. *Ha-Or*, 16 novembre 1911 ; *Ha-Herut*, 30 novembre 1911.

susceptible d'aggraver le conflit³⁴. Narcisse Leven, dans sa réponse, retournait ces mêmes griefs contre les sionistes³⁵. Il voyait dans la réaction des milieux juifs antisionistes de l'Empire une manière de se défendre contre les attaques sionistes. En outre, il réaffirmait l'attitude non interventionniste officielle de l'Alliance, qui se faisait un devoir de rester étrangère aux luttes religieuses et politiques des communautés, encore que la réalité contredît quelque peu cette déclaration de principe (les responsables sionistes adoptaient officiellement la même attitude). L'Alliance resta sur ses positions³⁶. De fait, ses interventions dans les affaires communautaires n'étaient jamais directes. Les forces « alliancistes » dans le pays s'organisaient indépendamment du comité central à Paris, comme elles l'avaient fait au lendemain de la révolution jeune-turque. Les excès respectifs, tant des sionistes que des « alliancistes » étaient reconnus par Narcisse Leven lui-même dans sa lettre à David Wolffsohn.

Après la Déclaration Balfour (1917), les esprits s'enflamment. L'investissement de Jérusalem par les Britanniques le 11 décembre 1917 sonne le glas de l'autorité ottomane. L'Organisation sioniste mondiale lâche la capitale ottomane et ses Juifs sont abandonnés à leur sort. Lors de l'occupation d'Istanbul par les Alliés en 1918, le sionisme autochtone prend une nouvelle tournure. Dégagés de la tutelle institutionnelle, les sionistes locaux s'emparent des instances communautaires et y restent jusqu'en 1922. Le projet palestinien n'entre plus dans leurs préoccupations. L'Alliance affaiblie ne lutte plus vraiment sur place pour barrer la route aux sionistes ; elle n'en a plus les moyens surtout depuis le départ en 1920 de son plus grand appui sur place, Haim Nahum. Le mandat britannique sur la Palestine éloigne l'Alliance de l'arène, ce qui ne l'empêche pas de professer un antisionisme virulent jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est qu'après la *Shoah* qu'elle changera de position, approuvant la fondation de l'État d'Israël et se rangeant par la suite parmi ses soutiens inconditionnels.

34. CZA, Z2-32, 21 février 1911 ; 21 avril 1911.

35. *Ibid.*, J. Bigart et N. Leven à D. Wolffsohn, 3 mars 1911 ; AAIU, Registre de correspondance, S226, N. Leven, J. Bigart à D. Wolffsohn, président du Comité d'action sioniste, 3 mars 1911.

36. AAIU, registre de correspondance, S 226, J. Bigart à D. Wolffsohn, 4 mai 1911 ; *Ha-Or*, 26 avril 1911.